

*Délibération n° 143/2018 du 23 août 2018 prononçant l'admission en non-valeur des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères de la SARL AGRIFIRM*

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA**

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** le jugement rendu à l'audience du 23 avril 2018 du tribunal mixte de commerce de PAPEETE ordonnant la clôture pour insuffisance d'actif de la SARL AGRIFIRM ;
- **VU** la lettre n° 13-2018 en date du 27 juin 2018 du Comptable public, Responsable de la Trésorerie des Iles du vent, des Archipels et des Australes relative au jugement de la SARL AGRIFIRM susvisé ;
- **VU** l'avis favorable des membres de la Commission des ressources réunie en date du 8 août 2018 ;
- **Considérant** la liquidation judiciaire de la SARL AGRIFIRM pour insuffisance d'actif prononcée par le jugement susvisé, et par conséquent le caractère irrécupérable des créances éteintes ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

**ADOpte**

**Article 1** – Est prononcée l'admission en non-valeur des titres de recettes relatifs aux redevances de l'eau et des ordures ménagères des années 2009 et 2011 à 2017 pour un montant total de 367 507 F CFP (trois cent soixante-sept mille cinq cent sept francs CFP) comme suit :

ANNEES	PRINCIPAL	EAU	DECHETS	TOTAL
2009	39 000			39 000
2011		9 000	30 000	39 000
2012		15 000	-	15 000
2013		10 000	27 332	37 332
2014		15 000	41 000	56 000
2015		15 000	41 000	56 000
2016		18 000	44 075	62 075
2017		18 000	45 100	63 100
<b>TOTAL</b>	<b>39 000</b>	<b>100 000</b>	<b>228 507</b>	<b>367 507</b>

- Au budget principal 39 000 F CFP
- Au budget annexe de l'eau 100 000 F CFP
- Au budget annexe des déchets 228 507 F CFP

**Article 2** – La dépense est imputable en section de fonctionnement au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » article 654 du budget principal de la Commune et des budgets annexes de l'eau et des déchets, de l'exercice 2018.

**Article 3** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 4** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,

**Tania MANEA-LYAU**

**Simplicio LISSANT**